

Kinshasa s'enfonce dans la violence

Au moins 17 personnes sont mortes dans la capitale congolaise dans des violences ayant éclaté avant une manifestation de l'opposition.

Dix-sept personnes sont mortes dans des violences ayant éclaté lundi à Kinshasa avant une manifestation d'opposition, selon un bilan «provisoire» donné par le ministre de l'Intérieur congolais, Évariste Boshab, qui a qualifié ces événements de «mouvement insurrectionnel».

Parmi les victimes figurent trois policiers et quatorze civils. L'un des policiers a été brûlé vif, selon le ministre. Il s'agit des pires violences enregistrées à Kinshasa depuis les émeutes antipouvoir de janvier 2015 au cours desquelles plusieurs dizaines de personnes avaient été tuées.

Réuni autour d'Étienne Tshisekedi, le fondateur de l'UDPS, un «Rassemblement» des principaux partis d'opposition avait appelé à manifester lundi dans tout le Congo pour signifier au président Joseph Kabila son «préavis», trois mois avant l'expiration de son mandat, le 20 décembre, et exiger la convocation de la présidentielle censée avoir lieu avant cette date. Une manifestation anti-Kabila, de quelque 400 personnes, a également eu lieu à

Bruxelles.

À Kinshasa, la manifestation devait commencer à 13h00 mais plusieurs heurts ont opposé de jeunes manifestants armés de pierres à la police antiémeutes dans la matinée. Les autorités ont déploré plusieurs pillages et incendies criminels ayant visé des permanences de formations

politiques de la majorité. À la suite de ces violences, la manifestation a été interdite.

Très véhéments, des groupes de quelques dizaines à plusieurs centaines de jeunes ont affronté des policiers antiémeutes en lançant en français ou en lingala des «Kabila akende» (Kabila dégage!) ou «Kabila doit partir». La police a répliqué aux jets de pierre à coup de grenades lacrymogènes.

Kinshasa avait des airs de ville morte lundi. Dans plusieurs quartiers, les écoles étaient désertées par les élèves, les parents préférant les garder à la maison. De nombreuses boutiques étaient fermées, la circulation était presque inexistante.

Dialogue national

Arrivé au pouvoir en 2001 après l'assassinat de son père Laurent-Désiré, Joseph Kabila est âgé de 45 ans. La Constitution congolaise lui interdit

de se représenter mais il ne donne aucun signe de vouloir quitter le pouvoir.

Alors que la présidentielle apparaît impossible à tenir dans les temps, le «Rassemblement» constitué autour de Tshisekedi refuse le «dialogue national» en cours à Kinshasa entre la majorité et une partie de l'opposition.

Ce forum est censé déboucher sur un «accord politique» de sortie de crise et ouvrir la voie à des élections «apaisées» mais retardées. Il devait s'achever samedi, mais les négociateurs ne sont pas encore parvenus à s'entendre.

Le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders s'est dit «vivement préoccupé» par la situation. Il a appelé «à la retenue» et à «l'organisation d'élections à brève échéance». Son homologue français Jean-Marc Ayrault a également jugé la situation au Congo «très dangereuse et extrêmement préoccupante».

AFP

La situation au Congo est «très dangereuse et extrêmement préoccupante».

JEAN-MARC AYRAULT
MINISTRE FRANÇAIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES